

Pour la fin de la violence à l'égard des femmes : défense de notre vie, de notre sexualité, de notre autonomie

L'autonomie sur notre vie, notre corps et notre sexualité ne sera une réalité pour nous toutes qu'avec la fin de la violence à l'égard des femmes. Cette violence commise envers nous est structurelle – il s'agit d'une caractéristique inhérente aux systèmes patriarcaux et capitalistes - et elle est utilisée comme un outil de contrôle de la vie, du corps et de la sexualité des femmes par des hommes en tant qu'individus, des groupes d'hommes, des institutions patriarcales et des États.

C'est un outil de discipline sociale qui permet l'expropriation capitaliste du corps et du temps des femmes, de leur travail et de leurs capacités de reproduction. La violence commise envers les femmes est un assujettissement, un conditionnement relayé par toutes les structures sociales. C'est la raison pour laquelle les femmes, indépendamment de leur classe, de leur identité ethnique, de la caste à laquelle elles appartiennent ou du fait qu'elles se trouvent dans le Nord ou le Sud, subissent toutes des violences. Parce qu'elles sont des femmes.

Toutes les femmes sont vulnérables à la violence patriarcale, mais ce sont les femmes appauvries par le système, les femmes racialisées, les femmes issues de territoires colonisés, les femmes dévastées par la guerre ou les catastrophes climatiques qui, en tant que collectif, souffrent plus intensément de la traite, de la prostitution, de la pornographie, du harcèlement sexuel et d'autres formes de violence qui font de la vie et du corps des femmes une marchandise et un objet.

La violence à l'égard des femmes et des filles se manifeste à la fois dans les sphères privée et publique. Que ce soit dans la sphère privée ou familiale, ou dans la sphère publique constituée par nos communautés, nos lieux de travail, nos écoles et d'autres espaces, les expressions de la violence sexuelle, physique et psychologique - le féminicide, la marchandisation du corps des femmes, la traite, la prostitution, la pornographie, l'esclavage, la stérilisation forcée, la lesbophobie, le déni du droit à un avortement sûr et à des options reproductives et à l'autodétermination, etc. s'ajoutent à la culture du silence, à la culpabilisation des victimes, à la culture du viol et du proxénétisme, à la discrimination, à l'impunité, à la dépendance économique et à l'intériorisation de l'oppression pour naturaliser, légitimer et aggraver la violence commise envers les femmes.

Cette violence est utilisée comme moyen d'exclure les femmes de la sphère publique et de limiter le libre exercice de leurs droits économiques et politiques. Les femmes paient de leur vie, de leur santé physique et mentale le fait de travailler à l'extérieur de la maison au lieu de rester dans la sphère privée comme le dicte la culture patriarcale, le fait d'aller à l'école ou à l'université, le fait d'« oser » vivre leur sexualité ouvertement. Dans le contexte de la criminalisation des mouvements sociaux et de la contestation, la répression à l'encontre des militantes engagées dans la lutte revêt souvent la forme de violences sexuelles. Cette situation se répète systématiquement partout où les femmes s'opposent physiquement pour stopper l'avancée des entreprises transnationales face à la nature, aux territoires vitaux et aux modes de vie. En outre, la discrimination à l'égard des femmes est aggravée par le chevauchement de différents modes d'oppression : elles sont discriminées pour le simple fait d'être des femmes, mais aussi en raison de la couleur de leur peau, de leur langue, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur classe sociale (et de leur situation financière), de leur religion, de leur sexualité, etc.

La violence à l'égard des femmes trouve son origine dans le système patriarcal et capitaliste, qui impose le besoin de contrôler, de posséder et d'exploiter le corps, la vie et la sexualité des femmes. Le patriarcat repose sur deux principes : les femmes appartiennent aux hommes (et c'est la raison

pour laquelle les femmes sont au service des hommes et ne peuvent jamais leur opposer un refus), et les femmes sont réparties en catégories : « les saintes » et « les pécheresses ». Dans le cadre de ce système, la violence est une punition pour les femmes qui ne correspondent pas au rôle de « saintes », c'est-à-dire celui des bonnes mères et des bonnes épouses. Il est par exemple courant que les hommes justifient l'agression verbale ou physique de leur femme par le fait que le repas n'est pas prêt ou que les vêtements qu'ils voulaient porter ne sont pas propres. C'est aussi une punition pour celles considérées comme des « pécheresses », les agresseurs et les sociétés justifiant la violence sexuelle à l'égard des femmes par le fait qu'elles étaient seules la nuit, qu'elles sont lesbiennes et qu'il faut leur apprendre à être hétérosexuelles, ou que les vêtements qu'elles portaient étaient indécents. En d'autres termes, dans la sphère patriarcale, les femmes sont considérées comme la propriété des hommes. Elles doivent agir en fonction des avantages masculins, ainsi que comme des objets sexuels ou des marchandises, utilisés pour la seule satisfaction des hommes à tout moment et de toutes les manières exigées, conformément aux idées patriarcales sur la sexualité.

Dans le cadre de la culture patriarcale, la masculinité est associée à l'agressivité et les jeunes hommes apprennent qu'être violent (et ne pas montrer ses émotions) c'est être « un homme, un vrai », ce qui les conduit - dans certains cas - à rejoindre des gangs racistes et sexistes. De nouvelles formes de violence à l'égard des jeunes femmes, telles que le harcèlement sexuel à l'encontre des étudiantes et la violence de groupe dans les écoles, deviennent chaque jour plus courantes et plus visibles, tant en ligne que directement. Ces formes de violence constituent la base des relations et des rôles sexistes entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, sans aucun débat public sur ces stéréotypes dévastateurs. La pornographie s'est glissée dans la littérature, elle a contaminé la mode en sexualisant les petites filles dès leur plus jeune âge.

L'idée imposée par le patriarcat – selon laquelle les femmes sont la propriété des hommes - comporte un aspect économique qui s'exprime dans l'alliance du patriarcat et du capitalisme, imposant une division sexuelle du travail entre les femmes et les hommes qui sépare et hiérarchise le travail respectif des femmes et des hommes, avec des rôles désignés comme « naturels » pour les femmes. Ces dernières sont ainsi considérées comme une main-d'œuvre gratuite dans la sphère reproductive, toujours disponible pour s'occuper des autres et du travail que cela implique. Il existe par conséquent deux niveaux de domination des femmes qui sont au cœur de l'imbrication des systèmes patriarcaux et capitalistes : d'une part, le travail des femmes est exploité et, d'autre part, la violence est utilisée pour maintenir leur domination par les hommes. Nous ne pouvons donc pas parler de l'éradication de la violence à l'égard des femmes sans appeler à l'éradication des systèmes patriarcaux, capitalistes et coloniaux.

Le fondamentalisme religieux a été une fonction du patriarcat, intensifiant la guerre contre les femmes tout au long de l'histoire. Il utilise diverses religions pour justifier les stéréotypes patriarcaux et rejette sur les femmes la responsabilité de toutes les formes de violence sexuelle, telles que le viol et la prostitution. Avec la signature par le président indonésien d'un nouveau code pénal le 2 janvier 2023, les femmes peuvent être incarcérées pour « sexe » en dehors du mariage, ce qui peut inclure l'exploitation sexuelle. En Afghanistan et dans d'autres pays, les femmes continuent d'être lapidées à mort pour avoir eu des relations sexuelles en dehors du mariage ou pour avoir été victimes de violences sexuelles. Le fondamentalisme religieux renforce la culpabilité des femmes dans les violences masculines ainsi que les stéréotypes patriarcaux. Les forces de sécurité bouddhistes en Birmanie ont également violé des femmes rohingyas, pour ne citer que quelques-unes des atrocités commises par les fondamentalistes.

La violence à l'égard des femmes et la misogynie s'intensifient à mesure que les politiques et les acteurs de la mondialisation néolibérale renforcent leur emprise sur l'économie. Le féminicide¹ augmente à mesure que les accords de libre-échange sont promus et rendus effectifs dans les Amériques (comme, par l'exemple, l'Accord de libre-échange nord-américain, qui offre aux espaces de travail, tels que les usines, le bénéfice de réglementations laxistes en matière de ressources humaines et d'environnement) : un grand nombre de femmes mexicaines sont par exemple tuées lorsqu'elles tentent de franchir la frontière des États-Unis, et dans la ville frontalière de Ciudad Juarez elle-même. Les femmes sont également utilisées comme mules pour passer de la drogue, et considérées comme complices par ceux auxquels profite le trafic de drogues. Les attaques contre les droits génésiques et les services de santé se multiplient à mesure que les services sociaux sont privatisés ou que leurs budgets sont réduits. Des filles de plus en plus jeunes sont victimes de la traite dès lors que l'industrie du sexe se mondialise. Au cours de la pandémie, les abus sexuels se sont multipliés en ligne, les profiteurs de l'industrie du sexe maximisant leurs gains, et les acheteurs masculins ont continué à abuser des femmes. Les femmes sont violées lors de guerres menées au nom de la « liberté », et les puissances colonisatrices ont multiplié les actes de violence, comme l'invasion de la Nouvelle-Calédonie par l'armée française, de la Palestine par Israël et les puissances alliées, et bien d'autres encore.

Les acteurs néolibéraux, y compris l'industrie pharmaceutique, profitent de la violence faite aux femmes en normalisant la prostitution et la pornographie, en insistant sur le fait que c'est ce que veulent les femmes. Les preuves abondent quant à la façon dont la médicalisation de la violence à l'égard des femmes n'a cherché qu'à traiter des symptômes tels que le VIH-SIDA, mais pas à éliminer la prostitution, la pornographie et la discrimination à l'égard des LGBT.

Nous parlons actuellement d'une crise du système capitaliste, car le modèle de croissance et d'accumulation illimitées montre ses limites. Nous avons caractérisé les crises du capitalisme comme étant cycliques et que la façon dont le système résout ses crises est précisément en exerçant davantage de pression sur les territoires et les corps des femmes. Ces pressions se manifestent par des guerres très lucratives pour les entreprises transnationales, la diabolisation des droits des femmes et l'augmentation de la violence commise à leur encontre, la tentative d'appropriation des biens communs et la conversion de ces mêmes biens en marchandises uniquement disponibles pour ceux capables de les payer, la dépossession des territoires par la militarisation et la corruption des gouvernements qui les cèdent aux pouvoirs des entreprises, non seulement comme sources de « ressources naturelles » nécessaires au « progrès », mais aussi comme source de travailleurs précaires et de travailleurs sans droits, à la fois sur leurs propres territoires et en tant que migrants. Dans ce contexte de crise capitaliste, nous constatons l'augmentation de la violence à l'égard des femmes, y compris la traite, en particulier des femmes, des adolescentes et des jeunes filles.

Comment lutter contre la violence à l'égard des femmes ?

Ces dernières années, dans différentes parties du monde, les femmes ont été en capacité de rendre visible l'ampleur du problème de la violence, la tolérance sociale des féminicides, la traite des femmes et des filles pour alimenter les réseaux de prostitution et entraîner la maltraitance des enfants. Cela s'est produit grâce avec l'utilisation synchronisée des réseaux sociaux pour dénoncer les violences subies, mais aussi grâce à des mobilisations massives dans les rues. Il s'agit notamment du mouvement international #MeToo, du mouvement #BabaeAko (#IamWoman) aux

¹ Le génocide misogyne et exceptionnellement brutal des femmes, souvent lié à une violence sexuelle extrême et à l'impunité pour ses auteurs.

Philippines, et de nombreuses autres expressions au niveau national. Nous devons cependant relever le défi de faire évoluer cette capacité de dénonciation et de mobilisation vers une auto-organisation féministe en tant que mouvement fort et permanent.

Dans de nombreux pays, des lois existent relatives à la violence faite à l'encontre des femmes, et des conventions internationales telles que la CEDAW (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) qui « protègent » les femmes, mais elles restent suffisantes car elles ne sont souvent pas appliquées ou mises en pratique. En outre, nous devons rendre plus visible le rôle des hommes dans la violence et dénoncer le fait que la violence est structurelle.

Dans les pays où des lois inhérentes existent, elles bénéficient rarement aux femmes n'appartenant pas à la classe moyenne, urbaine et blanche. Nous devons demander des comptes à nos États, exiger des politiques publiques pour des services complets et centrés sur les survivants de la violence, pour les femmes et les enfants victimes de la traite, pour les groupes minoritaires (les femmes de couleur, d'une certaine religion, etc.), les femmes rurales, migrantes et indigènes. Nous reconnaissons que les mesures punitives à l'encontre des auteurs sont nécessaires, mais insuffisantes, pour éradiquer la violence. Réduire la lutte contre la violence à des mesures punitives renforce la dynamique raciste des systèmes judiciaires. Des actions sont nécessaires pour prévenir et empêcher les actes de violence avant qu'ils ne se produisent.

Nous devons également aborder le rôle des gouvernements et des États. Aujourd'hui, l'État est à la fois protecteur et oppresseur, à la fois porteur de l'intérêt général et défenseur des privilèges, mais il est également patriarcal, raciste et violent (à l'égard des femmes, en particulier des indigènes, des immigrés, des personnes de couleur²). En outre, la police qui met en œuvre un grand nombre des politiques que nous demandons est elle-même l'auteur de violences perpétrées à l'encontre des femmes, réprime les mouvements sociaux et fait preuve de préjugés sociaux et raciaux. Nous reconnaissons la contradiction inhérente à cette situation, car le fait est que pour de nombreuses femmes, le seul moyen de se défendre contre la violence au sein même de leur communauté et de leur famille est de s'en remettre à l'État, qui représente un pouvoir extérieur et supérieur. Au contraire, l'État que nous revendiquons est un État qui promeut les libertés et les droits pour *tous*, qui intervient dans l'économie, qui est structuré par des formes diversifiées de démocratie participative et qui est contrôlé par ses citoyens.

Les femmes ont toujours résisté et continuent de le faire, tant individuellement que collectivement. Chaque fois qu'une femme agit de manière à défier ou à dénoncer la violence à son encontre ou à l'encontre des femmes de sa communauté, elle rompt avec le paradigme dominant. Nous devons soutenir sa résistance en condamnant et en nommant les hommes qui commettent des violences à l'encontre des femmes, et en confrontant publiquement les hommes et la société à la question de la violence faite à l'encontre des femmes. Nous devons également dénoncer la complicité des hommes, de l'État et des institutions, qu'elles soient militaires, religieuses... Nous devons mobiliser la société civile, élaborer des stratégies et promouvoir des actions radicales pour la prévention et la dénonciation de la violence masculine à l'égard des femmes. Dans ce processus, le secteur féminin a but non lucratif - qui fournit des services essentiels à la guérison et à l'autonomisation des femmes -

² Par exemple, le taux d'incarcération dans les prisons d'État ou fédérales américaines en 2007 pour les hommes blancs était de 773 pour 100 000, pour les hommes noirs de 4 618 pour 100 000, pour les hommes hispaniques de 1 747 pour 100 000. Le taux pour les femmes blanches était de 95 pour 100 000, pour les femmes noires de 348 pour 100 000 et pour les femmes hispaniques de 146 pour 100 000 (Sabol, William J., Couture, Heather, Bureau of Justice Statistics, *Prison Inmates at Midyear 2007*, Washington, DC : US Department of Justice, 2008).

et les mouvements locaux forts – au sein desquels les femmes de la communauté sont les protagonistes - jouent un rôle décisif.

Nous, femmes de la Marche mondiale des femmes, voulons nous engager dans de vastes débats et actions politiques, qui favorisent les changements dans nos cultures patriarcales et anticipent l'apparition de la violence, en étant ainsi véritablement préventives. L'étendue et l'intensité de la violence masculine à l'égard des femmes sont déjà bien documentées, nulle nécessité par conséquent d'attendre une énième dénonciation. Il est primordial d'inscrire cette question à l'ordre du jour des groupes de femmes, des organisations mixtes, des programmes de radio communautaire, des journaux et des autres moyens de communication utilisés par les mouvements. Pour ce faire, nous pensons que le mouvement féministe devrait œuvrer à la promotion d'une auto-organisation forte et étendue des femmes luttant pour l'autonomie (économique, sexuelle, reproductive, personnelle, etc.) et l'autodétermination.

Les groupes de femmes sont renforcés par des conversations de groupe, des débats, des démonstrations et des cours d'autodéfense corporelle.

Nous considérons comme une étape importante dans cette lutte le fait que des mouvements sociaux mixtes - qu'ils soient urbains ou ruraux - s'engagent à lutter contre la violence masculine à l'égard des femmes. Nous reconnaissons l'importance pour les femmes *et* les hommes de tenir les hommes pour responsables de la violence à l'égard des femmes. C'est un triomphe pour nous, grâce au travail que nous avons réalisé en tant que mouvement féministe, d'avoir porté ces réflexions à des mouvements sociaux mixtes, de la campagne et de la ville. Nous les remercions d'avoir été notre porte-drapeau de lutte, comprenant que nous ne pouvons pas avancer contre le capitalisme, le racisme, le colonialisme, la marchandisation de la nature et des biens communs, la lutte des classes, si nous ne progressons pas en matière de libération et d'émancipation des femmes. Ces dernières années, nous avons compris que le patriarcat fait partie d'un système d'oppressions multiples, qui s'imbrique et se reproduit à partir de toutes ses composantes. Mais nous poursuivons l'éducation des mouvements mixtes.

Nous élaborons des programmes et des stratégies dans le but d'aider les femmes qui ont survécu à la violence patriarcale et afin d'atténuer la dépendance économique, l'exclusion des systèmes de soins et d'autres piliers qui entretiennent la violence perpétrée à l'encontre des femmes.

Dans le cadre de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, nous demandons :

- L'adoption de mesures démontrant l'engagement total de différents acteurs en faveur de la reconnaissance des femmes en tant qu'individus et citoyens à part entière, et ce dès l'enfance. Par exemple : l'utilisation d'un langage inclusif dans le matériel didactique, la promotion d'une éducation non sexiste qui abolit les divisions traditionnelles des rôles sexuels et hiérarchiques entre les filles et les garçons, des campagnes d'éducation populaire et la garantie d'espaces de participation politique et féministe ;
- Le soutien financier des mouvements de femmes et du secteur féminin à but non lucratif, qui sont en première ligne pour soutenir les survivants de la discrimination, des abus et de la violence ;
- La co-responsabilité de l'ensemble de la société au regard de l'éradication de la violence patriarcale, impliquant de fait l'engagement des médias, des systèmes éducatifs et des

reproducteurs culturels dans la révision et les transformations nécessaires, ce afin de stopper la reproduction et la légitimation de la violence à l'égard des femmes.

- La prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles par la mise en œuvre d'activités de sensibilisation, en expliquant clairement comment elle se produit, quelles en sont les causes et de quelle manière elle se manifeste, ainsi que par le soutien et l'encouragement de l'auto-organisation des femmes ;
- La condamnation de l'utilisation systématique du corps des femmes comme arme de guerre dans les conflits armés, ainsi que de leur rejet (tout comme leur(s) enfant(s) né(s) d'un viol) par leurs familles et leurs communautés, qui les rendent responsables de la violence extrême qu'elles ont subie ;
- L'utilisation du corps des femmes comme un objet que les hommes peuvent acheter. Nous le refusons. Le corps des femmes n'est pas une marchandise !
- Le point final à la culture du viol et à l'objectivation du corps des femmes qui légitiment et stimulent la violence à l'égard des femmes.
- La punition des auteurs de violence - que ce soit dans la sphère privée ou publique, y compris les États et les grandes entreprises - à l'encontre des femmes.
- La fin quant à la culture du silence et de l'impunité qui rend les crimes invisibles, les minimise et blâme même les victimes pour les violences qu'elles ont subies, parce qu'elles sont juste des femmes.

Et nous nous engageons à :

- Dénoncer les diverses expressions de la violence patriarcale à l'égard des femmes dans différents pays, telles que (mais sans s'y limiter) : le féminicide, les mutilations génitales, le lévirat-sororat³, les « crimes d'honneur », la prostitution, la pornographie, la traite des femmes et des enfants, la stérilisation forcée, le mariage forcé et la violence perpétrée à l'encontre des militantes, des femmes détenues, les lesbiennes et les femmes handicapées ;
- Œuvrer pour que la stigmatisation ne touche plus les femmes survivantes, mais les hommes auteurs de ces violences ;
- Dénoncer la marchandisation du corps des femmes ;
- Rendre visible toutes les formes de résistance des femmes - en particulier celle collective - à la violence masculine à l'égard des femmes, brisant ainsi la culture du silence qui entoure cette violence au sein de nos communautés ;
- Combattre la violence par des actions de sensibilisation, en collaboration avec les mouvements sociaux alliés, et par des campagnes d'éducation populaires qui favorisent la prise de conscience féministe ;



- Rendre visibles les liens entre les politiques patriarcales qui perpétuent la violence à l'égard des femmes (telles que l'impunité des agresseurs, le refus de l'autodétermination en matière de procréation, la criminalisation des militantes, l'interdiction de l'avortement, etc.) et les acteurs et politiques néolibéraux. Attirer l'attention sur le féminicide, par exemple, et ses liens avec les accords de libre-échange ;
- Travailler en s'alliant avec des mouvements sociaux mixtes (auxquels participent des hommes *et* des femmes) afin de garantir la construction d'un environnement dans lequel la violence à l'égard des femmes n'est pas acceptable (incluant des espaces physiques exempts de violence) en tant que principe directeur de ces mouvements.

**Nous voulons changer la vie des femmes,
Nous voulons changer le monde !**